

L'UDC lance la bataille des 10 millions

VOTATION DU 14 JUIN Les partisans de l'initiative «pour la durabilité» ont présenté hier à Berne leurs arguments en faveur d'un plafond démographique censé «protéger la Suisse»: les étrangers sont clairement visés et la campagne s'annonce musclée

ANNICK CHEVILLOT, BERNE

A trois mois du vote sur l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!», les membres du comité ont lancé hier à Berne leur campagne pour «protéger la Suisse» face à l'immigration démesurée. Les cinq élus présents pour défendre le projet sont tous UDC et ont évoqué différents aspects de la situation migratoire en Suisse, qu'ils dénoncent en bloc.

A commencer par Marcel Dettling, conseiller national (SZ) et président du parti: «Nous voulons une Suisse où il fait bon vivre. Nous voulons que nos enfants et petits-enfants puissent profiter d'un pays prospère, sûr et harmonieux. Mais chaque année, 100 000 personnes supplémentaires sont entassées dans le pays, mettant à rude épreuve nos écoles, nos hôpitaux, nos routes et nos trains. Cette spirale doit cesser. Nous avons un problème fondamental d'immigration: trop d'étrangers arrivent et ce ne sont pas les bons. Il faut rectifier le tir.» Et d'ajouter: «La grande majorité de la population suisse ne tire aucun bénéfice de cette immigration démesurée. Elle en subit les conséquences négatives.»

Reprendre le contrôle, surveiller les frontières

Le ton a été donné d'emblée: l'UDC veut reprendre le contrôle, surveiller les frontières et en finir avec les abus en tous genres, surtout au niveau de l'asile. Le conseiller national Thomas Matter (ZH) a insisté sur la gravité de la situation: «Depuis 2002, plus de 1,5 million d'étrangers sont arrivés en Suisse et notre population étrangère représente aujourd'hui 28%. Dans le même temps, plus d'un million d'étrangers ont été naturalisés. Chaque année, 25 000 à 30 000 demandeurs d'asile s'installent dans notre Etat



De gauche à droite, les conseillers nationaux UDC Céline Amaudruz (GE), Thomas Matter (ZH), Sandra Sollberger (BL) et Marcel Dettling (SZ) hier à Berne. (PETER SCHNEIDER/KEystone)

social. Rien qu'au niveau fédéral, nous dépensons 4 milliards de francs pour ce fléau qu'est l'asile.»

Les deux cadors du parti tiennent également à souligner que même si l'initiative était acceptée, environ 40 000 personnes pourraient encore immigrer en Suisse chaque année. Un chiffre qui correspond aux travailleurs qualifiés dont l'économie a besoin, aux réfugiés avec droit de

séjour et au regroupement familial. «Il n'y a donc pas de plafond démographique fixe, a encore insisté Thomas Matter. Ce sont là de fausses informations délibérées véhiculées par les opposants à l'initiative.» Un texte qui demande pourtant que des mesures limitant l'immigration soient prises dès que la population franchit le seuil de 9,5 millions de personnes.

De son côté, la conseillère nationale et vice-présidente de l'UDC, Céline Amaudruz (GE), a évoqué la sécurité comme argument central du projet. Selon elle, les cantons romands sont confrontés à un chaos sécuritaire. Et de rappeler que les prisons du pays sont peuplées à «70% par des étrangers». A cela s'ajoutent les Suisses naturalisés: «Leur surreprésentation dans nos prisons est de

138% en 2025, par rapport aux Suisses nés Suisses. Cessons de nous mentir à nous-mêmes: la Suisse a un très gros problème de sécurité à cause de son immigration, notamment sa politique d'asile et sa politique de naturalisation.»

Sandra Sollberger, conseillère nationale (BL), a, quant à elle, mis l'accent sur le fait que «beaucoup de gens ne se sentent plus à l'aise

dans notre pays, ne s'y sentent plus en sécurité. Ils en ont assez de la criminalité importée, des cambrieurs, des trafiquants de drogue et des profiteurs de l'asile qui se montrent agressifs et bafouent nos règles. Beaucoup le disent: nous sommes de plus en plus étrangers dans notre propre pays. La population suisse en a assez qu'on minimise les problèmes liés à l'immigration.»

«La grande majorité de la population ne tire aucun bénéfice de cette immigration démesurée. Elle en subit les conséquences»

MARCEL DETTLING, PRÉSIDENT DE L'UDC

Enfin, le conseiller aux Etats Marco Chiesa (TI) a évoqué la pression étrangère au Tessin et ses conséquences: «La criminalité importée a massivement augmenté. Il ne se passe pratiquement pas un jour sans violence, cambriolages, vols, harcèlement sexuel et viols. Notre message est clair: nous ne sommes pas contre les immigrés. Nous sommes pour la Suisse.» Et de comparer l'immigration à l'eau: «Si on la canalise, elle arrose le jardin. Si elle arrive sans contrôle, elle se mue en un déluge destructeur.»

Pour les initiants, limiter l'immigration permettrait d'offrir un avenir durable au pays. Ils ne disent en revanche pas un mot sur les conséquences d'un tel choix. ■